

Pouvoir d'emprunt

Si le député n'a pas pris connaissance des derniers sondages, il devrait le faire pour savoir à quel point l'appui accordé aux conservateurs a diminué partout au pays, particulièrement dans l'Ouest, notamment en Alberta où tous les députés élus aux dernières élections sont des conservateurs. Je lui conseille également d'étudier les récentes élections provinciales et les résultats dans la ville d'Edmonton où 16 députés néo-démocrates ont été élus. La population canadienne est déçue du gouvernement. Elle exprime clairement son insatisfaction et elle a raison.

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre part au débat sur le projet de loi C-40, Loi portant pouvoir d'emprunt, et de tenter de déterminer ce que fait le gouvernement et vers quoi tend sa politique financière. Ce projet de loi sur le pouvoir d'emprunt permettra au gouvernement d'emprunter 24,3 milliards de dollars d'ici la fin de mars 1988. Le problème, c'est que nous ne sommes pas mieux informés sur l'utilisation qui sera faite de cet argent.

Il ne fait aucun doute que le budget, si on peut l'appeler ainsi, ne nous a donné aucun indice sur ce point. Il témoignait tout simplement de l'indécision du gouvernement quant à la voie à adopter. Il ne nous permettait pas de savoir si le déficit serait réduit. La réduction du déficit dont se targuait le ministre des Finances (M. Wilson) était de l'ordre de 200 millions de dollars. Le ministre ne s'est certes pas attaqué aux très graves problèmes financiers, pour reprendre son expression.

Je voudrais traiter tout particulièrement du secteur de l'énergie que j'estime important, et en profiter pour signaler ce qu'on a négligé de prévoir dans le budget à son égard. Les ministériels ont déclaré, et pas plus tard qu'à l'automne 1986, qu'ils ne savaient pas comment ils feraient pour financer l'aide destinée à ce secteur. Ils ne savaient pas s'ils accorderaient de l'aide au secteur énergétique, s'ils financeraient cette aide en augmentant les taxes de vente et d'accise, ou encore s'ils la puiseraient à même le revenu consolidé ou ailleurs. Ils ont toutefois décidé, dans le budget, d'augmenter la taxe d'accise de un cent le litre. Grâce à cette augmentation, ils comptent recueillir 450 millions de dollars. Ils ont également décidé d'égaliser la taxe d'accise sur l'essence ordinaire et l'essence sans plomb, ce qui leur rapportera encore 30 millions. Par son budget, le gouvernement va recueillir 480 millions. Qu'est ce que cela rapportera au secteur de l'énergie? Rien du tout.

C'est pourtant ce même gouvernement qui a prétendu favoriser l'autarcie énergétique et la sécurité de l'approvisionnement. Il a prétendu vouloir assurer la vigueur du secteur. Lors des dernières élections fédérales, il a reçu l'appui sans réserve des régions productrices d'énergie. Or il a royalement fait faux bond à des gens qui avaient toutes les raisons de croire que l'on interviendrait en leur faveur.

Que fait le gouvernement? En 1986, le secteur énergétique a perdu plus de 50 000 emplois. A Calgary, 6 000 autres emplois ont été supprimés pendant le seul mois de janvier. En raison du déclin du secteur, à la fin de janvier 1987, le pays avait perdu

au moins 56 000 emplois. Le problème est très grave. Et il ne touche pas que l'Ouest; il est plutôt d'envergure nationale. Toutefois, le gouvernement refuse d'en reconnaître la gravité. Non seulement il fuit le problème, mais il se dérobe aussi à ses responsabilités gouvernementales.

De toute évidence, les ministériels ne s'entendent pas du tout entre eux sur la marche à suivre. Le ministre des Finances ne fait absolument rien. Il a indiqué dans son budget que des recettes proviendraient de la vente d'essence, mais il n'y a pas fait mention d'affectation de crédits au secteur énergétique. Le jour du dépôt du budget, le vice-premier ministre (M. Mazankowski) a diffusé dans l'ouest du Canada un communiqué dans lequel il soulignait que le budget n'était pas censé servir à annoncer des mesures d'aide précises à des régions ou à des secteurs particuliers.

A quoi doit donc servir le budget? Quel en est le but? Le budget n'aide en rien les régions. Il ne propose aucun programme financier.

Selon le même communiqué, le gouvernement avait un autre moyen de venir en aide au secteur énergétique, à savoir sa stratégie de diversification économique de l'Ouest, en vertu de laquelle des mesures seraient prises pour aider l'industrie énergétique durant cette période de graves difficultés. A quelle période faisait-on allusion? Le secteur énergétique pique du nez depuis janvier 1986. Le communiqué parlait d'une stratégie d'aide au secteur énergétique sans définir la période d'intervention. Cependant, ce qui importe encore davantage, c'est qu'on y faisait complètement abstraction de la période difficile qui dure maintenant depuis 14 mois.

Le gouvernement ne sait pas du tout comment résoudre le problème ni quoi faire pour venir en aide au secteur énergétique. Le gouvernement doit dire la vérité aux Canadiens de l'Ouest. Il ne leur a pas dit qu'il n'avait pas de solution et qu'il n'allait rien faire pour le secteur énergétique. Il a dit qu'il présenterait une stratégie de diversification économique de l'Ouest, mais il n'en a défini ni la période d'application ni le contenu. Il a tout simplement tenté d'endormir les gens de l'Ouest et de leur faire croire que le gouvernement est intéressé à améliorer leur sort.

Le vice-premier ministre a dit aussi dans son communiqué qu'on encouragerait et qu'on aiderait les entreprises à investir dans l'exploration et dans le développement énergétique qui sont si importants pour assurer à l'avenir la sécurité d'approvisionnement du Canada. Pourquoi ne peut-on le faire dès maintenant? Pourquoi devons-nous attendre une stratégie qui n'est pas formulée et qui n'est pas définie? Le gouvernement n'a peut-être même pas l'intention de mettre complètement en oeuvre cette stratégie. Pourquoi dire aux Canadiens de l'Ouest qu'on n'a rien à leur donner en ce moment où ils sont aux prises avec les pires difficultés économiques? Pourquoi leur dire qu'ils doivent attendre que le gouvernement s'organise pour s'attaquer aux problèmes que l'ouest du Canada affronte actuellement?